



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 3520

ANNÉE

20..

N° 10158 * 11

Formulaire obligatoire
Article 266 de l'annexe II
au Code général des impôts**REMBOURSEMENT FORFAITAIRE AUX EXPLOITANTS AGRICOLES
non imposés à la taxe sur la valeur ajoutée**

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	Date de naissance	Trés.	Commune	SIE	Service	Rég.	CDI - SIE	Dossier	Clé	AN	Compostage	CPL																		
	A																													
CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION	Date de réception																													
	B																													
<p style="color: red; font-weight: bold;">Si vous n'avez pas de N° SIRET Prendre contact avec la Chambre d'agriculture de votre Département (demande formulaire P0)</p>																														
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 10%;">SIE</td> <td style="width: 10%;">CDI</td> <td style="width: 10%;">Commune</td> <td style="width: 10%;">Rue</td> <td style="width: 10%;">Clé</td> <td style="width: 10%;">Rég.</td> <td style="width: 10%;">Forme</td> <td style="width: 10%;">Service</td> <td style="width: 10%;">Ba</td> <td style="width: 10%;">Clot</td> <td style="width: 10%;">Jour Date d'effet de la création</td> <td style="width: 10%;">Mois</td> <td style="width: 10%;">Année</td> <td style="width: 10%;">N° de dossier</td> <td style="width: 10%;">Clé</td> </tr> </table>												SIE	CDI	Commune	Rue	Clé	Rég.	Forme	Service	Ba	Clot	Jour Date d'effet de la création	Mois	Année	N° de dossier	Clé				
SIE	CDI	Commune	Rue	Clé	Rég.	Forme	Service	Ba	Clot	Jour Date d'effet de la création	Mois	Année	N° de dossier	Clé																
C IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT ET DE L'EXPLOITATION																														
NOM ET PRÉNOM DE L'EXPLOITANT (ou dénomination) ADRESSE DU SIÈGE DE L'EXPLOITATION								N° D'IDENTIFICATION INTRACOMMUNAUTAIRE																						
A compléter												N° SIRET DE L'EXPLOITATION (Obligatoire)																		
								Adresse où doit être adressée la correspondance, si elle est différente de celle mentionnée ci-contre.																						
Date et lieu de naissance (mentions obligatoires pour les exploitants individuels uniquement)								<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 20px;"> </td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Jour</td> <td style="text-align: center;">Mois</td> <td style="text-align: center;">Année</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> </table>										Jour	Mois	Année							Département		Commune	
Jour	Mois	Année																												
D NATURE DE L'EXPLOITATION																														
Ce cadre doit être complété par l'ensemble des demandeurs																														
Nature de la (ou des) activité(s) agricole(s) exercée(s)								Propriétaire forestier sylviculteur																						
Surface agricole utilisée (ne pas mentionner les ares et les centiares)								Surface de la coupe ou surface PSG		X		ha																		
Nombre de bovins								- dont vous étiez propriétaire au 31 décembre																						
								- vendus au cours de l'année																						
N° d'immatriculation à la Mutualité sociale agricole																														
E MODALITÉS DE PAIEMENT																														
Le paiement est assuré par virement bancaire																														
<ul style="list-style-type: none"> Joignez impérativement un relevé d'identité bancaire (ne pas joindre de chèque barré). Important : pour un compte joint entre époux et si l'épouse est la bénéficiaire du remboursement, complétez manuellement le relevé d'identité bancaire du prénom de l'épouse. 																														
<p>À, le</p> <p style="text-align: right;">Signature :</p> <p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">X</p>																														

F DÉTAIL DES VENTES					
RELEVÉ DES DOCUMENTS					
NOM OU DÉNOMINATION ET ADRESSE DES ACHETEURS		Sommes payées par les acheteurs (en euros)			
		Ventes en France à des redevables de la TVA, exportations ou livraisons intracommunautaires ❶			
		Taux de 4 %		Taux de 3,05 %	
		Œufs, animaux de basse-cour, lait, céréales, oléagineux, protéagineux ❷	Animaux vivants de boucherie et de charcuterie ❸	Autres produits	Produits de l'ostréiculture
1	2	3	4	5	
6	7	8	9	10	
01	<i>A compléter</i>	€	€	X	€
02					
03					
04					
05					
06					
07					
08					
09					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
a	TOTAUX BRUTS				
b	Déduction des attestations délivrées par le demandeur à des exploitants agricoles bénéficiaires du remboursement forfaitaire (voir notice, page 4, cadre F, paragraphe E)				
c	TOTAUX NETS (en euros)			X	
		(montants à reporter en page 4 au cadre G)			

ATTENTION :

Votre demande de remboursement doit impérativement être remplie en euros. Veillez à ne pas reporter les centimes d'euros, le montant devant être arrondi à l'unité la plus proche :

- la part strictement inférieure à 0,50 € sera négligée ;
- la part supérieure ou égale à 0,50 € sera arrondie à l'unité supérieure.

Les exploitants agricoles qui ne sont pas imposés à titre obligatoire **4** ou sur option à la taxe sur la valeur ajoutée peuvent demander à bénéficier du remboursement forfaitaire.

Il convient d'adresser au service des Impôts compétent deux demandes n° 3520 dûment remplies et signées avant le 1^{er} mars **5** de l'année qui suit celle au titre de laquelle vous demandez le remboursement forfaitaire.

Une troisième formule est destinée à être conservée à titre de copie.

La notice 3520 NOT précise la manière dont vous devez présenter votre demande. À cet effet, elle comporte :

- le rappel des justifications à produire ;
- le mode d'emploi de l'imprimé de demande de remboursement.

1

Il s'agit des livraisons donnant lieu à expédition ou transport dans un autre État membre de l'Union européenne à destination :

- d'assujettis redevables de la TVA dans l'État membre d'arrivée des produits ;
- de personnes morales non assujetties ou à des assujettis qui ne réalisent que des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, qui effectuent des acquisitions intracommunautaires taxables, de plein droit ou sur option, dans l'État membre d'arrivée des produits ;
- d'un autre exploitant agricole qui bénéficie dans l'État membre d'arrivée du régime forfaitaire des producteurs agricoles.

2

Ce sont les céréales, oléagineux et protéagineux désignés à l'annexe I du règlement CEE n° 1765-92 du 30 juin 1992 du Conseil des communautés européennes instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables :

- céréales : blé dur, autres blés et méteil autres que le blé dur, seigle, orge, avoine, maïs, sorgho à grain, sarrasin, millet et alpiste ; autres céréales ;
- oléagineux : fèves de soja, graines de navette ou de colza, graines de tournesol ;
- protéagineux : pois, fèves et féveroles, lupins doux.

3

Par animaux de boucherie et charcuterie, il faut entendre les animaux suivants :

- équidés : chevaux et juments, mulets, mules et bardots, ânes et ânesses, baudets, étalons ;
- bovidés : bœufs et taureaux, vaches, veaux, bouvillons, taurillons et génisses ;
- ovidés : béliers et moutons, brebis et agneaux gris, agneaux de lait ;
- suidés : porcs mâles et femelles, cochons de lait ;
- caprins : boucs et chèvres ainsi que les chevreaux dont le poids après l'abattage est supérieur à 7 kilogrammes de viande nette.

Le remboursement forfaitaire n'est pas accordé au titre des ventes ou des livraisons portant sur des animaux qui ont été importés.

Doivent également utiliser cette colonne du tableau les « naisseurs » d'animaux qui vendent en France à des exploitants agricoles non imposés à la TVA.

4

Sont obligatoirement assujettis à la TVA à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante les exploitants agricoles dont la moyenne des recettes d'exploitation calculée sur les deux années civiles précédentes dépasse 46 000 €.

5

La demande de remboursement n° 3520 est recevable jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle vous avez réalisé les encaissements. Mais le respect de la date du 1^{er} mars vous permettra d'obtenir rapidement le versement de la somme due.

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

TABLEAU (page 2)			
Colonne 3 (taux 4%)	Colonne 4 (taux 4%)	Colonne 5 (taux 3,05%)	Colonne 6 (taux 3,05%)
[]	[]	[X]	[]

TOTAL des ventes.

TOTAL des opérations ouvrant droit au remboursement

[]
..... Montant ventes année..n-1.. €

H CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

REMBOURSEMENT INDÛMENT VERSÉ

Montant du remboursement forfaitaire indûment versé pour les années antérieures à imputer sur le remboursement forfaitaire dû d'après la présente demande.

TOTAL → [] €

Le contrôleur soussigné certifie que la présente demande est appuyée des documents justifiant le montant du remboursement demandé.

À, le

(Signature et cachet d'authenticité)

Date d'envoi de la demande :